

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

4 juin 2021

BIOÉTHIQUE - (N° 4222)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N ° 703

présenté par  
Mme Ménard

-----

**ARTICLE 15**

À l'alinéa 21, substituer aux mots :

« deux ans d'emprisonnement et de 30 000 »,

les mots :

« quatre ans d'emprisonnement et de 60 000 »,

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Il s'agit de revenir à l'écriture proposée par le sénat.

Le fait de procéder à une recherche sur des cellules souches embryonnaires sans avoir respecté le cadre légal doit être sévèrement puni. Paradoxalement, alors même que l'obtention de cellules souches pluripotentes induites (iPS) n'entraîne pas de destructions embryonnaires, la sanction de leur utilisation illégale est identique.

La recherche sur les cellules souches embryonnaires et celle sur les cellules iPS ne comportent pas les mêmes enjeux éthiques. La recherche sur les cellules souches embryonnaires engendre nécessairement la destruction d'un embryon. Or un embryon est la forme la plus jeune de l'être humain. À l'inverse, les cellules souches pluripotentes induites ne sont pas issues de la rencontre de deux gamètes. Elles sont obtenues par reprogrammation génétique de cellules somatiques adultes différenciées (par exemple des cellules de peau).